

Lyon : le tribunal administratif annule un soutien au Grand prix de tennis

publié le 17.09.2010 04h00

Le tribunal administratif de Lyon a annulé, par une décision du 1er juillet, une délibération du conseil général du Rhône qui attribuait un marché relatif au Grand prix de tennis de Lyon (GPTL) 2008 à la société Canal + Events pour 128 324 euros. Il s'agissait d'achats de places. Le tribunal a fait injonction au Département « s'il ne peut obtenir de son cocontractant la résolution du marché par voie amiable, de solliciter, du juge du contrat, sa résolution dans un délai de quatre mois à compter de la notification du jugement ». Le Département a annoncé avoir fait appel. C'est l'Association des contribuables actifs du Lyonnais (Canol) qui avait saisi la justice. Dans le jugement du 1er juillet sur le GPTL, le tribunal estime que « le Département, qui n'a pas défini la nature et l'étendue de ses besoins avant de procéder à l'achat des places, en méconnaissance des dispositions du code des marchés publics, ne démontre pas que les dépenses ainsi engagées étaient justifiées par un intérêt départemental ». La Canol a par ailleurs formé un nouveau recours contre un achat de places pour 900 000 euros auprès de l'OL, en 2008. Elle a aussi saisi le tribunal administratif « pour contester la location de loges par le Grand Lyon au prix de 8 600 euros la place ». « Nous avons saisi la commission de contrôle des marchés sur la notion de définition de la nature et de l'étendue des besoins » a annoncé Pierre Jamet, le directeur général des services du conseil général du Rhône.